

Sept ans après le congrès de « réaffirmation » du PCF : pour un bilan fraternel mais critique

Auteurs et autrices : Cécile Alphon-Layre (30), Lucas Boghossian (69), Fanny Chartier (75), Alec Desbordes (75), Arthur Diot (77), Maëva Durand (94), Louis Juste (13), Kevin Guillas-Cavan (75), Hoël Le Moal (72), Shana Maisueche (13), Laurent Mely (75), Elsa Siffert (63).

1. Un bilan en demi-teinte depuis 2018

1. Un 38^e congrès historique et la promesse de rompre avec le passé récent

Après la douloureuse séquence électorale de 2017, nombre de camarades expriment le souhait de rompre avec la stratégie menée depuis plusieurs années, qualifiée « d'effacement » du PCF. En 2018, un texte alternatif portait ainsi l'ambition d'une analyse profonde des difficultés du parti :

- Un inventaire de l'activité de la direction nationale ;
- Une place renouvelée pour un marxisme vivant ;
- La mise en avant d'un internationalisme de lutte ;
- Une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaire.

Ses rédacteurs étaient porteurs d'aspirations convergentes contre le bilan de la direction précédente, mais aussi divergentes. Leur alliance a conduit à l'adoption d'un texte alternatif comme base commune de discussion. Une première. Les principaux apports depuis le 38^e congrès sont largement reconnus au sein du PCF :

- **Une visibilité médiatique recentrée sur les enjeux du travail et de la production** : les prises de parole de nos porte-voix ont contribué à remettre dans le débat public certains thèmes structurants — souveraineté industrielle, République sociale, pouvoir d'achat, etc. Cette voix singulière a enthousiasmé nombre de communistes lors des présidentielles de 2022. Des thèmes et des mots qui sont l'ADN du PCF ont été remis sur le devant de la scène. Cette visibilité retrouvée s'articule avec la volonté salutaire de renforcer le PCF dans les entreprises et d'y relancer les cellules ;
- **Le renouvellement de nos cadres** : beaucoup de camarades ont courageusement pris des responsabilités depuis le 38^e congrès alors que les moyens humains, financiers et matériels du PCF se réduisaient ;
- **La redynamisation de nos secteurs de travail** : ces nouveaux cadres ont aussi remis au travail certaines commissions nationales, nourrissant ainsi la pensée communiste d'une manière féconde. La publication de cahiers thématiques et du Plan climat confirment cette ambition.

2. Une majorité claire au 39^e congrès qui cache des problèmes plus profonds

Le score élevé du texte de base commune au 39^e congrès a peut-être laissé penser aux dirigeant·es du parti que les adhérent·es s'étaient clairement exprimés en faveur de la poursuite de toutes les orientations engagées. Une opposition appelant au rassemblement contre l'extrême droite a rassemblé 20 % des voix sans programme clair. Depuis, les

résolutions du Conseil national (CN) sont souvent adoptées aux deux tiers, voire aux trois quarts des présents. Au point de penser que le temps du débat critique serait clos.

Cela a pu être lu comme un soutien personnalisé à l'égard de notre secrétaire national, au détriment d'une lecture politique et collective. Certaines interventions de représentant·es du PCF dans les médias ont parfois transformé nos militant·es en service après-vente des initiatives de nos porte-paroles.

De plus, le fonctionnement de notre direction paraît largement opaque : comment faire fonctionner un CN trop nombreux, marqué par l'absentéisme et la diversité d'aptitude, et un Comité exécutif national (CEN) bridé par des décisions qui semblent parfois se prendre en dehors des cadres statutaires ? Si le centralisme démocratique est officiellement abandonné en 1994, par quoi a-t-il été remplacé ? Ainsi, de grandes difficultés antérieures au 38^e congrès sont loin d'être résolues. À savoir :

- **Un travail de réflexion politique encore insuffisant.** Notamment sur le travail, les rapports de classe, nos pratiques organisationnelles et la transition socialiste ;
- Des débats démocratiques **centrés sur la réaction à l'actualité et les élections** ;
- Un **agenda court-termiste** sans stratégie coordonnée de long terme ;
- Une ligne et une stratégie politiques **illisibles pour nos concitoyen·nes.**

2. Une stratégie court-termiste centrée sur les enjeux institutionnels

1. La stratégie électorale du PCF prise en otage par la réaction à d'autres forces de gauche

Nombre de camarades ont reproché à la direction menée par Pierre Laurent de ne pas avoir su établir un rapport de forces plus favorable aux communistes au moment de la présidentielle et des législatives de 2017 ; cette considération électorale a beaucoup joué dans la victoire du *Manifeste*. Depuis, toutes les élections ont été conflictuelles avec les Insoumis et les passes d'armes se multiplient entre nos directions respectives.

Comme depuis les années 1970, nos débats sont principalement structurés par l'attitude que devrait avoir le PCF envers une organisation social-démocrate, davantage que par la production d'une théorie, d'une pratique et d'une stratégie originales. Surtout, nos désaccords avec LFI, s'ils sont fondés sur le fond comme sur la forme, ne font que rarement l'objet d'un travail politique approfondi, notamment sur la manière dont LFI parvient à s'implanter systématiquement dans nos bastions historiques.

2. Des alliances électorales centrées sur la défense immédiate de nos positions

De manière générale, notre rapport aux autres forces politiques est principalement centré sur les désaccords électoraux et les questions de personnes. Les alliances électorales sont vues comme fondamentales alors que celles-ci ne doivent être qu'un outil, parmi d'autres, au service de la mise en place de notre perspective historique.

La perspective communiste d'un rassemblement populaire, débordant largement le cadre d'une gauche discréditée (moins de 30% des Français·es s'y reconnaissent) est toujours notre horizon.

Nous ne paraissions pas en capacité d'adopter une ou plusieurs tactiques électorales cohérentes avec nos objectifs politiques, qui nous permettent d'articuler plus finement notre rapport à la social-démocratie, même quand des alliances locales circonstanciées sont nécessaires. Nous paraissions surtout soucieux du maintien de nos postes, et donc insincères. Notre classe ne s'y trompe pas.

Ce court-termisme est renforcé par l'absence quasi-systématique de réels bilans politiques collectifs, en particulier de nos campagnes électorales, y compris lors de temps nationaux dédiés comme la dernière conférence nationale. L'absence de bilan des élections européennes de 2022 est à ce titre un manque flagrant.

3. Une conception de l'élue qui peine à relier travail institutionnel et militantisme

Avec la mise en place de l'autonomie de nos élu·es dans les années 1990, le lien élu·es-parti s'est affaibli. Les contradictions entre nos orientations et certains votes dans les institutions s'exacerbent (adoption d'une résolution soutenant le vote de crédits de guerre à l'Ukraine en 2022 et « *soulignant le rôle important que joue l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord dans la protection du continent européen* », vote en ordre dispersé sur des questions aussi fondamentales que le budget, etc.). Ceci rend difficile l'articulation entre travail institutionnel et militantisme, aussi bien pour nos élu·es que pour nos camarades sans mandat électif.

Nos élu·es sont des points d'appui précieux mais peinent à se faire le relais des aspirations de notre classe au sein des institutions en lien avec l'activité militante des communistes. Notre rôle n'est ni d'ajouter du chaos au chaos ni de réassurer la démocratie bourgeoise et le capitalisme. Il est donc temps d'être capables de soutenir le travail de nos élu·es sans tomber dans l'écueil, pourtant si souvent dénoncé, de l'électoratisme. Nous devons refuser de troquer nos valeurs pour quelques sièges, ce qui jette le discrédit sur le Parti et l'ensemble de nos camarades élu·es investis localement.

3. L'action des communistes peine à dépasser le soutien aux mobilisations syndicales

1. Le maigre bilan du retour des communistes à l'entreprise depuis 2018

Affichée comme une orientation majeure du 38^e congrès et reconduite au 39^e, l'implantation des communistes à l'entreprise a en réalité peu progressé depuis 2018 (moins de 1 000 camarades organisé·es en section d'entreprise au niveau national). La transformation des modes de production capitalistes ne suffit pas à expliquer cet échec. Les cellules et les sections d'entreprise ne font souvent pas l'objet d'un soutien et d'un suivi de la part des fédérations. Le recensement des camarades par profession pour impulser la création de nouvelles cellules n'est que rarement fait, par exemple chez les enseignant·es ou les territoriaux, pourtant nombreux au PCF.

2. Le PCF reste attentiste vis-à-vis du calendrier syndical

Dans les mobilisations syndicales, les militant·es communistes sont au rendez-vous dans les manifestations. Médiatiquement, nos élu·es et nos représentant·es soutiennent les mots d'ordre des syndicats. Mais nous peinons à nous mobiliser hors de ces dates pour aller à la rencontre des travailleuses et des travailleurs. Même dans les manifestations, les militant·es communistes ne sont pas systématiquement organisés pour proposer l'adhésion ou diffuser les analyses du Parti.

3. Un manque de perspectives politiques au-delà des mobilisations sociales

Avec un taux de syndicalisation inférieur à 10 % en France, le PCF ne peut plus avoir pour seule stratégie de coller au calendrier syndical. Nos débats ne peuvent plus se concentrer sur le seul soutien (indispensable) aux mouvements sociaux. De plus, l'analyse de l'échec des dernières grandes mobilisations sociales n'est que rarement faite, notamment de leur manque d'impact sur l'économie et donc du déficit de rapport de forces.

Nous devons retourner à l'entreprise en alliant utilité concrète (conseils juridiques, lien avec les syndicats), discours de classe (producteurs contre exploités) et perspectives politiques (comment reprendre le pouvoir sur la production). Sur ce dernier point, le PCF ne peut se passer d'une perspective stratégique de prise de pouvoir sur le long terme, qui nécessite un projet de société bien défini : le socialisme - conçu comme processus de transition conduisant à l'instauration d'une société communiste sans classes.

4. Une ligne politique difficilement lisible

1. Le PCF est un objet flou dans le paysage politique

Ce manque de cohérence de ligne stratégique et programmatique sur le long terme rend le PCF difficilement lisible. Ainsi, la masse des Français·es ne comprend pas réellement notre fonction dans le paysage politique. Nous jouons à la fois le rôle de conservatoire de réalisations passées (Front populaire, Résistance, Sécurité sociale, etc.) et celui de tenants d'un projet républicain et universaliste abstrait. Nous sommes perçus comme attachés à l'indépendance et à la souveraineté de la France, mais sans articulation internationaliste systématique. Nous sommes vus comme les défenseurs d'une République sociale et laïque, mais sans le contenu de classe nécessaire.

Nous avons été reconnus par le passé pour notre capacité à porter la voix de la classe ouvrière et à proposer la fondation d'une nouvelle société. Qu'en reste-t-il ? Aujourd'hui, seule l'extrême gauche est assimilée à l'idée de Révolution. Notre programme politique national n'est ainsi pas relié à une visée stratégique clairement articulée et à une implication réelle dans la vie du parti. **Qui au sein du parti est capable d'expliquer clairement quelle est notre ambition stratégique pour les 20 ou même 5 prochaines années ?**

2. Le PCF n'est pas redevenu le « Parti du travail »

En plus du manque d'analyse de notre implantation réelle à l'entreprise (voir 1.3.1), et de notre manque de perspectives au-delà du soutien aux mobilisations syndicales (voir 1.3.2), l'identification du PCF comme « Parti du travail » nécessite aussi :

- **Une élaboration théorique cohérente** : les textes nationaux et nos diverses productions oscillent encore entre « salariat », « classes populaires », « monde du travail » ou encore « classe travailleuse » pour définir clairement notre classe ;
- De **bien définir que nous nous plaçons dans le cadre de la lutte des classes**, contrairement aux analyses populistes (« élites » contre « peuple ») qui servent les intérêts de la bourgeoisie.
- **Une incarnation de classe pour nos représentant·es** : sans une présence significative de travailleur·ses et de syndicalistes dans nos choix de représentation, y compris électoraux, l'affirmation du PCF comme « Parti du travail » reste largement déclarative, comme lors des dernières élections européennes.

3. Des institutions à nos prises de parole médiatiques : la nécessité d'une ligne politique de classe et internationaliste

Nous paraissions aujourd'hui plus réformistes que les Insoumis, et moins proches du pouvoir que les socialistes. Nous ne mettons plus en avant un projet de société qui a pour objectif de bouleverser les rapports de production capitalistes. La lutte des classes n'est pas seulement nationale mais internationale et elle tend à se résoudre par une guerre entre les puissances impérialistes (dont notre pays) et les pays du Sud qui choisissent une voie vers un développement autonome. L'extrême droite se prépare à cette guerre et nous apparaissions comme peu préparés à l'affrontement colossal qui vient.

Le parti doit se doter d'une perspective de transformation claire et crédible, engager un renouvellement profond de ses pratiques organisationnelles et clarifier sans ambiguïté le rapport qu'il entretient avec ses camarades élu·es. À défaut, il court le risque de se réduire à un parti de « notables rouges », coupé de la classe qu'il a pour mission d'organiser. Il est donc nécessaire de corriger notre faiblesse idéologique et de résorber le décalage entre notre discours et les tactiques effectivement mises en œuvre.

5. Pour un parti communiste du XXI^e siècle

1. Un Parti communiste d'avant-garde par son architecture de cadres et de masse par son implantation et ses pratiques militantes

De 99 000 adhérent·es déclaré·es en 2006, nous vogueons entre 35 et 50 000 aujourd'hui, avec une moyenne d'âge élevée. Les prochaines années verront une réduction des espaces démocratiques, en particulier pour les communistes. Nos camarades états-unien·nes, italien·nes, hongrois·es, tchèques ou polonais·es le vivent déjà. Nous devons donc nous poser sérieusement la question de la forme que doit prendre notre Parti à l'avenir : une organisation idéologiquement bien plus solide qu'aujourd'hui, qui sache se défendre, centrée sur un réseau de cadres communistes soudé·es et préparé·es à lire et exploiter les contradictions du capitalisme.

2. Un 40^e congrès pour recentrer le PCF sur son objectif révolutionnaire

2018 a été une étape cruciale dans la reconstruction du PCF. Mais le processus paraît bloqué. Notre 40^e congrès doit être celui d'une nouvelle étape dans la réforme de notre organisation. Un congrès de renouvellement. Sans gauchisme ni inclination social-démocrate. Un congrès qui ne fasse pas table rase du passé, et qui ne considérera donc pas que rien n'existait avant 2018. Un congrès qui s'attaque aux problèmes concrets des travailleurs et des travailleuses, pour être un parti posant des principes clairs mais qui sache les appliquer avec intelligence et adaptation au réel, au service de la classe travailleuse.

Un parti qui analyse et montre que la pensée de Marx est plus que jamais d'actualité, la diffusant de manière moderne, loin du populisme de gauche, vers un socialisme du XXI^e siècle, adapté aux conditions de la France. **Un parti qui ne craint pas de travailler, qui refuse la bureaucratie, en embrassant luttes syndicales et environnementales.** Un parti qui se bat pour le respect des droits économiques et sociaux des peuples, respect qui constitue la base matérielle incontournable pour que les droits civiques et politiques puissent s'exercer et s'épanouir.

Bref, un parti communiste du XXI^e siècle.